

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### LE CHÂTEAU PUBLIE SES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE FIN D'EXERCICE

Montréal, le 6 juillet 2020 – Le Château Inc. (TSX-CROISSANCE : CTU) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 25 janvier 2020, lesquels tiennent compte de l'incidence de la mise en œuvre de l'IFRS 16, qui est décrite ci-après à la rubrique « Adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location* ».

Le chiffre d'affaires pour le quatrième trimestre clos le 25 janvier 2020 s'est établi à 48,0 millions de dollars comparativement à 51,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 26 janvier 2019, soit une baisse de 6,5 %, avec 10 magasins de moins. Les ventes de magasins comparables, y compris les ventes en ligne, ont diminué de 3,3 % par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, alors que les ventes de magasins réguliers comparables ont reculé de 4,4 % et que celles des magasins-entrepôts comparables ont augmenté de 6,1 % (voir les mesures non conformes aux PCGR ci-après). Le chiffre d'affaires a continué de subir l'incidence défavorable de la baisse de l'achalandage dans les centres commerciaux et les magasins. La Société continue de connaître une forte croissance par son canal de commerce électronique, les ventes en ligne ayant augmenté de 28,9 % au quatrième trimestre.

La perte nette pour le quatrième trimestre clos le 25 janvier 2020 s'est établie à 51,2 millions de dollars, ou (1,71) \$ l'action, comparativement à une perte nette de 6,1 millions de dollars, ou (0,20) \$ l'action, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette pour le quatrième trimestre de 2019 tient compte d'une sortie du bilan et d'une dépréciation d'actifs à long terme de 42,0 millions de dollars, comparativement à 25 000 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté (voir les mesures non conformes aux PCGR ci-après) pour le quatrième trimestre de 2019 s'est établi à 1,9 million de dollars, comparativement à (1,7) million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, une amélioration de 3,6 millions de dollars. L'amélioration du BAIIA ajusté prend en compte l'incidence favorable de 7,3 millions de dollars de l'IFRS 16. Déduction faite de l'incidence de 7,3 millions de dollars de l'IFRS 16, le BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre s'est établi à (5,4) millions de dollars, en comparaison de (1,7) million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution de 3,7 millions de dollars du BAIIA ajusté au cours du quatrième trimestre de 2019 est principalement imputable à la baisse de 5,8 millions de dollars de la marge brute, contrebalancée en partie par la diminution de 2,1 millions de dollars des charges de vente, de distribution et d'administration. La diminution des charges de vente, de distribution et d'administration s'explique principalement par la réduction des charges d'exploitation des magasins, attribuable essentiellement à la fermeture de magasins, et par une baisse des coûts d'infrastructure du siège social. La baisse de 5,8 millions de dollars de la marge brute s'explique par la diminution de 6,5 % du chiffre d'affaires global au quatrième trimestre, combinée à la baisse du pourcentage de la marge brute, lequel est passé de 59,9 % en 2018 à 52,0 %. La baisse du pourcentage de la marge brute au quatrième trimestre découle de la dévaluation des stocks totalisant 4,0 millions de dollars, contre 1,3 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, combinée à l'intensification des activités de promotion.

#### Résultats de fin d'exercice

Le chiffre d'affaires pour l'exercice clos le 25 janvier 2020 s'est établi à 175,9 millions de dollars comparativement à 190,9 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une baisse de 7,8 %, avec 10 magasins de moins. Les ventes de magasins comparables, y compris les ventes en ligne, ont diminué de 3,8 % par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, alors que les ventes de magasins réguliers comparables ont reculé de 4,8 % et que celles des magasins-entrepôts comparables ont augmenté de 3,8 %. La Société continue de connaître une forte croissance par son canal de commerce électronique, les ventes en ligne ayant augmenté de 20,8 % pour l'exercice.

La perte nette pour l'exercice clos le 25 janvier 2020 s'est établie à 69,2 millions de dollars, ou (2,31) \$ l'action, comparativement à une perte nette de 23,8 millions de dollars, ou (0,79) \$ l'action, pour l'exercice précédent. La perte nette pour 2019 tient compte d'une sortie du bilan et d'une dépréciation d'actifs à long terme de 42,1 millions de dollars, comparativement à 297 000 \$ pour l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 25 janvier 2020 s'est établi à 18,1 millions de dollars, comparativement à (5,6) millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, une amélioration de 23,7 millions de dollars. L'amélioration du BAIIA ajusté prend en compte l'incidence favorable de 29,6 millions de dollars de l'IFRS 16. Déduction faite de l'incidence de 29,6 millions de dollars de l'IFRS 16, le BAIIA ajusté pour 2019 s'est établi à (11,5) millions de dollars, en comparaison de (5,6) millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution de 5,9 millions de dollars du BAIIA ajusté de 2019 est principalement imputable à la baisse de 16,7 millions de dollars de la marge brute, contrebalancée en partie par la diminution de 10,8 millions de dollars des charges de vente, de distribution et d'administration. La diminution des charges de vente, de distribution et d'administration s'explique principalement par la réduction des charges d'exploitation des magasins, attribuable essentiellement à la fermeture de magasins, et par une baisse des coûts d'infrastructure du siège social. La baisse de 16,7 millions de dollars de la marge brute s'explique par la diminution de 7,8 % du chiffre d'affaires global en 2019, combinée à la baisse du pourcentage de la marge brute, lequel est passé de 64,3 % en 2018 à 60,4 %. La baisse du pourcentage de la marge brute pour 2019 découle de la dévaluation des stocks totalisant 4,0 millions de dollars en 2019, contre 1,7 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, combinée à l'intensification des activités de promotion.

Au cours de l'exercice clos le 25 janvier 2020, la Société a fermé 10 magasins. Au 25 janvier 2020, la Société exploitait 129 magasins (y compris 12 magasins-entrepôts), comparativement à 139 magasins (y compris 21 magasins-entrepôts) au 26 janvier 2019.

### **Adoption de l'IFRS 16, Contrats de location**

La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes selon l'approche rétrospective modifiée avec prise d'effet pour l'exercice ouvert à compter du 27 janvier 2019. Par conséquent, les résultats de la Société pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 25 janvier 2020 tiennent compte de la comptabilisation des contrats de location selon l'IFRS 16. Les chiffres comparatifs pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 26 janvier 2019 n'ont pas été retraités et continuent d'être présentés selon l'IAS 17, *Contrats de location*. Voir la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 25 janvier 2020 pour plus de précisions sur la mise en œuvre de l'IFRS 16.

### **Situation actuelle**

Comme il est mentionné à la note 2 des états financiers consolidés audités, il existe une incertitude significative jetant un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation et, ainsi, à réaliser ses actifs et à régler ses passifs dans le cadre normal de ses activités.

Comme il est décrit plus en détail aux notes 6 et 12 des états financiers consolidés audités, la Société a une facilité de crédit renouvelable adossée à des actifs de 70,0 millions de dollars ainsi qu'un emprunt à terme subordonné de trois ans de 15,0 millions de dollars d'un autre prêteur, dont l'échéance a été prolongée le 1<sup>er</sup> avril 2020, soit après la fin de l'exercice, et est passée du 9 juin 2020 au 31 décembre 2020. Comme les conventions de crédit renouvelable et d'emprunt à terme subordonné n'ont pas encore été renouvelées, le montant total prélevé sur ces facilités est présenté comme un passif courant au 25 janvier 2020. Pour l'exercice clos le 25 janvier 2020, la Société a subi une perte de 69,2 millions de dollars et affichait une insuffisance du fonds de roulement de 44,3 millions de dollars au 25 janvier 2020, en raison du classement des facilités susmentionnées à titre de passifs courants.

La note sur l'incertitude relative à la continuité de l'exploitation qui figure dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 25 janvier 2020 entraîne une situation de défaut de la Société aux termes d'une clause restrictive de ses conventions de crédit et d'emprunt à terme subordonné. En raison de ce manquement, la facilité de crédit et l'emprunt à terme subordonné deviennent payables à vue. La Société examine actuellement avec ses prêteurs la possibilité de modifier les conventions de crédit et d'emprunt à terme subordonné afin de prévoir une plus grande disponibilité de fonds aux termes de ces conventions.

Le cas de défaut susmentionné entraîne un manquement aux termes des emprunts garantis de troisième rang de la Société. Par conséquent, les emprunts garantis sont présentés comme un passif courant. Conformément aux modalités d'une convention conclue avec les prêteurs de premier rang, les porteurs des titres d'emprunt garantis de troisième rang n'ont pas le droit d'exercer leurs recours tant que les prêteurs de premier rang n'ont pas été remboursés en totalité.

# LE CHÂTEAU

---

De plus, l'écllosion de la maladie à coronavirus (COVID-19) (l'« écloision »), déclarée pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé le 11 mars 2020, a des incidences négatives substantielles sur la Société. Les mesures adoptées par les gouvernements fédéral et provinciaux afin d'atténuer la propagation de l'épidémie ont obligé la Société à fermer tous ses établissements de vente au détail dans tout le pays le 18 mars 2020. Pendant la fermeture, les ventes de la Société provenaient uniquement de son canal de commerce en ligne. Il est impossible de prévoir la durée et les conséquences de l'écllosion, laquelle pourrait influencer les habitudes d'achat et la demande des consommateurs, y compris les achats en ligne. Au cours de la période du 4 mai 2020 au 26 juin 2020, la Société a ouvert tous ses magasins, conformément aux directives gouvernementales provinciales et régionales. La pandémie de COVID-19 aura des retombées négatives importantes sur les produits, les flux de trésorerie des activités d'exploitation et les résultats d'exploitation et la Société ne prévoit pas la reprise de ses activités régulières avant 2022.

La capacité de la Société à poursuivre son exploitation pour les 12 prochains mois exige qu'elle exerce une part importante de jugement et dépend de sa capacité à obtenir le financement nécessaire, que ce soit au moyen de la modification et du renouvellement de sa facilité de crédit renouvelable et du refinancement de son emprunt à terme subordonné ou au moyen d'autres sources de financement, de la disponibilité d'un crédit adéquat aux termes de sa facilité de crédit renouvelable et de son emprunt à terme subordonné, de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et des restrictions gouvernementales connexes liées aux activités et aux liquidités de la Société (y compris la capacité de la Société de reprendre ses activités régulières), de la possibilité de négocier des modifications avantageuses relativement aux loyers et autres obligations avec les principaux locataires aux termes des contrats de location, de sa capacité à accroître son chiffre d'affaires et à générer des flux de trésorerie des activités d'exploitation positifs, ainsi que du soutien continu accordé par ses fournisseurs, ses locataires et autres créanciers. La direction discute à l'heure actuelle de ses besoins de financement avec ses prêteurs existants, mène des pourparlers avec ses locataires et recherche d'autres sources potentielles de financement. Rien ne garantit que les fonds disponibles aux termes des facilités de crédit existantes seront suffisants pour financer les activités de la Société jusqu'à l'échéance des facilités de crédit, que la Société pourra de nouveau emprunter des montants suffisants pour répondre à ses besoins ou qu'elle pourra le faire à des conditions acceptables, ou que les fournisseurs, les locataires et autres créanciers continueront de la soutenir. La pandémie de COVID-19 a mis à rude épreuve la capacité de la Société à retrouver la rentabilité. De ce fait, rien ne garantit qu'elle sera en mesure de générer des flux de trésorerie des activités d'exploitation positifs.

Les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 25 janvier 2020 ont été préparés sur une base de continuité de l'exploitation suivant laquelle on présume que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs, de s'acquitter de ses dettes et de faire face à ses obligations dans le cours normal de ses activités. Les présents états financiers consolidés au 25 janvier 2020 et pour l'exercice clos à cette date ne comprennent pas d'ajustements à la valeur comptable et au classement des actifs, des passifs et des charges comptabilisés, qui pourraient autrement être nécessaires si la base de continuité de l'exploitation se révélait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

## Profil

Le Château est un fabricant et détaillant canadien spécialisé de vêtements, chaussures et accessoires exclusifs destinés aux femmes et aux hommes modernes soucieux de la mode. Son réseau étendu comporte 124 magasins bien situés partout au Canada ainsi qu'une plateforme de commerce en ligne au Canada et aux États-Unis. Le Château accorde une grande importance à la recherche, à la conception et au développement de produits et fabrique environ 30 % de ses vêtements dans ses propres installations de production au Canada.

# LE CHÂTEAU

## Mesures non conformes aux PCGR

En plus d'offrir des renseignements sur des mesures du résultat selon les IFRS, ce communiqué de presse présente le BAIIA ajusté comme mesure supplémentaire du résultat, lequel est défini comme le résultat avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissement, sortie du bilan et dépréciation d'actifs à long terme, et désactualisation des actions privilégiées de premier rang, série 1 (« BAIIA ajusté »). Le BAIIA ajusté est présenté dans le but d'aider les lecteurs à établir la capacité de la Société de générer des flux de trésorerie des activités d'exploitation et d'acquitter ses charges financières. Il s'agit également d'un indicateur généralement utilisé aux fins d'évaluation pour des sociétés ouvertes de notre secteur.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA ajusté et du résultat avant impôt sur le résultat figurant dans les états du résultat consolidés pour les quatrièmes trimestres et les exercices clos le 25 janvier 2020 et le 26 janvier 2019 :

	Pour les trois mois clos les			
	25 janvier 2020 (Déduction faite de l'incidence de l'IFRS 16) <sup>1</sup>	Incidence de l'IFRS 16	25 janvier 2020 (Compte tenu de l'incidence de l'IFRS 16)	26 janvier 2019
<i>(non auditée)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>				
Résultat avant impôt sur le résultat	(51 125) \$	(87) \$	(51 212) \$	(6 146) \$
Amortissement	1 623	5 983	7 606	1 992
Sortie du bilan et dépréciation d'actifs à long terme	41 865	157	42 022	25
Frais financiers	2 232	1 241	3 473	1 740
Désactualisation des actions privilégiées de premier rang, série 1	-	-	-	722
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>(5 405) \$</b>	<b>7 294 \$</b>	<b>1 889 \$</b>	<b>(1 667) \$</b>

	Pour les exercices clos les			
	25 janvier 2020 (Déduction faite de l'incidence de l'IFRS 16) <sup>1</sup>	Incidence de l'IFRS 16	25 janvier 2020 (Compte tenu de l'incidence de l'IFRS 16)	26 janvier 2019
<i>(non auditée)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>				
Résultat avant impôt sur le résultat	(69 172) \$	(43) \$	(69 215) \$	(23 809) \$
Amortissement	7 101	24 292	31 393	8 545
Sortie du bilan et dépréciation d'actifs à long terme	41 920	143	42 063	297
Frais financiers	8 646	5 213	13 859	6 613
Désactualisation des actions privilégiées de premier rang, série 1	-	-	-	2 769
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>(11 505) \$</b>	<b>29 605 \$</b>	<b>18 100 \$</b>	<b>(5 585) \$</b>

<sup>1)</sup> BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 25 janvier 2020, déduction faite de l'incidence de l'IFRS 16, en présumant que la Société a continué de présenter l'information selon l'IAS 17, *Contrats de location*, et n'a pas adopté l'IFRS 16, sauf en ce qui a trait aux différences liées aux tests de dépréciation des actifs non courants et à la comptabilisation des contrats de location de magasins déficitaires selon les indications de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, qui auraient eu une incidence sur le BAIIA et la perte nette de la Société selon les normes comptables applicables avant le 27 janvier 2019. Selon l'IFRS 16, la nature et le calendrier des charges liées aux contrats de location simple ont été modifiés, car les charges liées aux contrats de location simple comptabilisées sur une base linéaire ont été remplacées par une dotation aux amortissements pour les actifs au titre du droit d'utilisation et une charge d'intérêts sur les obligations locatives. Par conséquent, l'IFRS 16 a eu une incidence favorable d'environ respectivement 7,3 millions de dollars et 29,6 millions de dollars sur le BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 25 janvier 2020, étant donné que les charges liées aux contrats de location simple ont été remplacées par une dotation aux amortissements et une charge d'intérêts, qui ne sont pas prises en compte dans le calcul du BAIIA ajusté.

La Société présente également les ventes des magasins comparables, qui sont définies comme le chiffre d'affaires généré par des magasins qui sont ouverts depuis au moins un an sur une base de semaines comparables. Les ventes en ligne sont incluses dans les ventes des magasins comparables.

# LE CHÂTEAU

Le tableau suivant présente un rapprochement des ventes des magasins comparables et du chiffre d'affaires total figurant dans les états du résultat consolidés pour les quatrième trimestres et les exercices clos le 25 janvier 2020 et le 26 janvier 2019 :

<i>(non auditée)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Pour les trois mois clos les		Pour les exercices clos les	
	25 janvier 2020	26 janvier 2019	25 janvier 2020	26 janvier 2019
Ventes des magasins comparables – magasins réguliers	40 386 \$	42 263 \$	148 441 \$	155 849 \$
Ventes des magasins comparables – magasins-entrepôts	5 391	5 080	20 528	19 774
<b>Total des ventes des magasins comparables</b>	<b>45 777</b>	<b>47 343</b>	<b>168 969</b>	<b>175 623</b>
Ventes des magasins non comparables	2 237	4 011	6 925	15 227
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>48 014 \$</b>	<b>51 354 \$</b>	<b>175 894 \$</b>	<b>190 850 \$</b>

Les mesures énoncées précédemment n'ont pas de sens normalisé selon les IFRS, et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres entreprises.

## Informations prospectives

Le présent communiqué de presse peut contenir des informations prospectives portant sur la Société ou sur l'environnement dans lequel elle évolue, qui sont fondées sur les attentes, les estimations et les prévisions de la Société. Ces informations ne constituent pas des garanties de rendement futur et comportent des risques et des incertitudes difficiles à prévoir et indépendants de la volonté de la Société. De fait, un certain nombre de facteurs peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon importante de ceux qui sont exprimés aux présentes, facteurs qui sont également évoqués dans d'autres documents publics de la Société. Donc, les lecteurs sont avisés de ne pas se fier indûment aux informations prospectives. De plus, ces dernières ne font état que de la situation à la date à laquelle elles ont été formulées, et la Société nie toute intention ou obligation de mettre à jour ou de revoir de telles informations à la suite de quel que événement ou circonstance que ce soit, sauf si la loi sur les valeurs mobilières applicable l'exige.

La capacité de la Société à poursuivre son exploitation pour les 12 prochains mois exige qu'elle exerce une part importante de jugement et dépend, notamment, de sa capacité à obtenir le financement nécessaire, que ce soit au moyen de la modification et du renouvellement de sa facilité de crédit renouvelable et du refinancement de son emprunt à terme subordonné ou au moyen d'autres sources de financement, de la disponibilité d'un crédit adéquat aux termes de sa facilité de crédit renouvelable et de son emprunt à terme subordonné, de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et des restrictions gouvernementales connexes liées aux activités et aux liquidités de la Société (y compris la capacité de la Société de reprendre ses activités régulières), de la possibilité de négocier des modifications avantageuses relativement aux loyers et autres obligations avec les principaux locataires aux termes des contrats de location, de sa capacité à accroître son chiffre d'affaires et à générer des flux de trésorerie des activités d'exploitation positifs, ainsi que du soutien continu accordé par ses fournisseurs, ses locataires et autres créanciers. La direction discute à l'heure actuelle de ses besoins de financement avec ses prêteurs existants, mène des pourparlers avec ses locataires et recherche d'autres sources potentielles de financement. Rien ne garantit que les fonds disponibles aux termes des facilités de crédit existantes seront suffisants pour financer les activités de la Société jusqu'à l'échéance des facilités de crédit, que la Société pourra de nouveau emprunter des montants suffisants pour répondre à ses besoins ou qu'elle pourra le faire à des conditions acceptables, ou que les fournisseurs, les locataires et autres créanciers continueront de la soutenir (voir la note 2 des états financiers consolidés annuels audités de la Société).

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles comprennent notamment : la capacité de la Société à poursuivre son exploitation; les crises de santé publique et le ralentissement économique; les risques d'illiquidité; la conjoncture économique générale et les incertitudes habituelles liées aux affaires; la capacité de la Société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives commerciales et la mesure dans laquelle ces initiatives seront aussi fructueuses que prévu; les conditions de concurrence dans le secteur dans lequel la Société exerce ses activités; la variation des dépenses de consommation; le caractère saisonnier; les changements dans les relations qu'entretient la Société avec ses fournisseurs; la gestion des stocks; les variations extrêmes des conditions météorologiques; le renouvellement des contrats de location et les obligations locatives; la sécurité des technologies de l'information et la perte des données sur les clients; les variations des cours de change; les fluctuations des taux d'intérêt et les modifications des lois, règles et règlements applicables à la Société. La liste des facteurs de risque qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur nos résultats.

# LE CHÂTEAU

---

Les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 25 janvier 2020 sont disponibles en ligne, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

**Pour plus d'informations**

Emilia Di Raddo, CPA, CA, présidente, 514 738-7000

Johnny Del Ciancio, CPA, CA, vice-président, Finances, 514 738-7000

Maison Brison : Pierre Boucher, 514 731-0000

Source : Le Château Inc.

- 30 -

# LE CHÂTEAU

## ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 25 janvier 2020 <sup>2</sup>	Au 26 janvier 2019 <sup>1</sup>
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif courant</b>		
Créances clients	870 \$	1 031 \$
Impôt remboursable	426	440
Stocks	76 093	86 487
Charges payées d'avance	1 678	1 976
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>79 067</b>	<b>89 934</b>
Dépôts	485	485
Immobilisations corporelles	7 883	21 648
Immobilisations incorporelles	621	1 831
Actifs au titre du droit d'utilisation	45 810	-
	<b>133 866 \$</b>	<b>113 898 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES (INSUFFISANCE)</b>		
<b>Passif courant</b>		
Dette bancaire	1 064 \$	489 \$
Tranche courante de la facilité de crédit	43 525	19 093
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	27 200	20 437
Produits différés	1 646	2 402
Tranche courante des obligations locatives	19 609	-
Tranche courante de la dette à long terme	30 369	-
Tranche courante de la provision pour contrats déficitaires	-	240
<b>Total du passif courant</b>	<b>123 413</b>	<b>42 661</b>
Facilité de crédit	-	29 901
Dette à long terme	-	29 684
Obligations locatives	79 707	-
Crédits différés au titre des contrats de location	-	6 490
<b>Total du passif</b>	<b>203 120</b>	<b>108 736</b>
<b>Capitaux propres (insuffisance)</b>		
Capital social	73 573	73 573
Surplus d'apport	15 354	14 132
Déficit	(158 181)	(82 543)
<b>Total des capitaux propres (insuffisance)</b>	<b>(69 254)</b>	<b>5 162</b>
	<b>133 866 \$</b>	<b>113 898 \$</b>

<sup>1)</sup> La Société a appliqué l'IFRS 16 pour la première fois le 27 janvier 2019. Selon la méthode de transition choisie, l'information comparative n'est pas retraitée.

<sup>2)</sup> Voir la note 2, Incertitude relative à la continuité de l'exploitation, des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 25 janvier 2020.

# LE CHÂTEAU

## ÉTATS DU RÉSULTAT ET DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Pour les trois mois clos les		Pour les exercices clos les	
	25 janvier 2020	26 janvier 2019 <sup>1</sup>	25 janvier 2020	26 janvier 2019 <sup>1</sup>
<b>Chiffre d'affaires</b>	48 014 \$	51 354 \$	175 894 \$	190 850 \$
<b>Coût des ventes et charges</b>				
Coût des ventes	23 038	20 573	69 654	68 096
Charges de vente et de distribution	63 573	28 835	138 949	115 000
Charges d'administration	9 142	5 630	22 647	22 181
	95 753	55 038	231 250	205 277
<b>Résultat des activités d'exploitation</b>	(47 739)	(3 684)	(55 356)	(14 427)
Frais financiers	3 473	1 740	13 859	6 613
Désactualisation des actions privilégiées de premier rang, série 1	-	722	-	2 769
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	(51 212)	(6 146)	(69 215)	(23 809)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	-	-	-	-
<b>Perte nette et résultat global</b>	(51 212) \$	(6 146) \$	(69 215) \$	(23 809) \$
<b>Perte nette par action</b>				
De base	(1,71) \$	(0,20) \$	(2,31) \$	(0,79) \$
Dilué	(1,71)	(0,20)	(2,31)	(0,79)
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)</b>	29 964	29 964	29 964	29 964

<sup>1)</sup> La Société a appliqué l'IFRS 16 pour la première fois le 27 janvier 2019. Selon la méthode de transition choisie, l'information comparative n'est pas retraitée.

## ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (INSUFFISANCE) CONSOLIDÉS

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois clos les		Pour les exercices clos les	
	25 janvier 2020	26 janvier 2019 <sup>1</sup>	25 janvier 2020	26 janvier 2019 <sup>1</sup>
<b>CAPITAL SOCIAL</b>				
Solde au début de la période	73 573 \$	47 967 \$	73 573 \$	47 967 \$
Reclassement du passif au titre des actions privilégiées de premier rang, série 1	-	25 606	-	25 606
Solde à la fin de la période	73 573 \$	73 573 \$	73 573 \$	73 573 \$
<b>SURPLUS D'APPORT</b>				
Solde au début de la période	15 354 \$	14 131 \$	14 132 \$	9 600 \$
Ajustements de transition à l'application de nouvelles normes comptables	-	-	-	4 502
Solde ajusté au début de la période	15 354	14 131	14 132	14 102
Réévaluation de la juste valeur de la dette à long terme	-	-	1 221	-
Charge de rémunération fondée sur des actions	-	1	1	30
Solde à la fin de la période	15 354 \$	14 132 \$	15 354 \$	14 132 \$
<b>DÉFICIT</b>				
Solde au début de la période	(106 969) \$	(76 397) \$	(82 543) \$	(57 367) \$
Ajustements de transition à l'application de nouvelles normes comptables	-	-	(6 423)	(1 367)
Solde ajusté au début de la période	(106 969)	(76 397)	(88 966)	(58 734)
Perte nette	(51 212)	(6 146)	(69 215)	(23 809)
Solde à la fin de la période	(158 181) \$	(82 543) \$	(158 181) \$	(82 543) \$
<b>Total des capitaux propres (insuffisance)</b>	(69 254) \$	5 162 \$	(69 254) \$	5 162 \$

<sup>1)</sup> La Société a appliqué l'IFRS 16 pour la première fois le 27 janvier 2019. Selon la méthode de transition choisie, l'information comparative n'est pas retraitée.



# LE CHÂTEAU

## TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trois mois clos les  
25 janvier 2020 26 janvier 2019<sup>1</sup>

Pour les exercices clos les  
25 janvier 2020 26 janvier 2019<sup>1</sup>

	Pour les trois mois clos les 25 janvier 2020	26 janvier 2019 <sup>1</sup>	Pour les exercices clos les 25 janvier 2020	26 janvier 2019 <sup>1</sup>
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Résultat net	(51 212) \$	(6 146) \$	(69 215) \$	(23 809) \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets des activités d'exploitation				
Amortissement	7 606	1 992	31 393	8 545
Sortie du bilan et dépréciation d'actifs à long terme	42 022	25	42 063	297
Amortissement des crédits différés au titre des contrats de location	-	(421)	-	(1 586)
Avantages incitatifs à la location	126	120	151	965
Rémunération fondée sur des actions	-	1	1	30
Provision pour contrats déficitaires	-	(120)	-	(1 260)
Frais financiers	3 473	1 740	13 859	6 613
Désactualisation des actions privilégiées de premier rang, série 1	-	722	-	2 769
Intérêts payés	(1 098)	(1 178)	(4 357)	(4 299)
	917	(3 265)	13 895	(11 735)
Variation nette des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation	19 956	8 450	15 153	4 023
Impôt remboursé	-	-	230	240
<b>Flux de trésorerie des activités d'exploitation</b>	<b>20 873</b>	<b>5 185</b>	<b>29 278</b>	<b>(7 472)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Augmentation (diminution) de la facilité de crédit	(11 652)	(6 811)	(5 841)	10 079
Paiement d'obligations locatives	(10 533)	-	(23 183)	-
Autres frais financiers	(452)	-	(1 520)	-
Produit de la dette à long terme	-	-	1 000	-
<b>Flux de trésorerie des activités de financement</b>	<b>(22 637)</b>	<b>(6 811)</b>	<b>(29 544)</b>	<b>10 079</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(100)	(141)	(309)	(2 835)
<b>Flux de trésorerie des activités d'investissement</b>	<b>(100)</b>	<b>(141)</b>	<b>(309)</b>	<b>(2 835)</b>
Diminution de la trésorerie / augmentation de la dette bancaire	(1 864)	(1 767)	(575)	(228)
Trésorerie (dette bancaire) au début de la période	800	1 278	(489)	(261)
<b>Dette bancaire à la fin de la période</b>	<b>(1 064) \$</b>	<b>(489) \$</b>	<b>(1 064) \$</b>	<b>(489) \$</b>

<sup>1)</sup> La Société a appliqué l'IFRS 16 pour la première fois le 27 janvier 2019. Selon la méthode de transition choisie, l'information comparative n'est pas retraitée.